



Compte-rendu

Groupe de travail sur les achats durables

2 mai 2024

Regardez l'enregistrement ici : <https://youtu.be/rW8sWAlpFrw>

La question de la chaîne d'approvisionnement dans les contextes humanitaires et de développement est devenue de plus en plus importante ces dernières années. Le groupe de travail REH Carbone a établi une moyenne de 40% à 70% des émissions de gaz à effet de serre. Il y a donc un réel enjeu à décarboner nos achats et notre chaîne d'approvisionnement (vision climatique), mais aussi à mieux intégrer les 3 dimensions du Développement Durable (socio-économique, environnementale et sociale) dans nos activités.

La mission du groupe de travail est d'aider les organisations membres à intégrer les concepts d'achats responsables et durables dans leurs chaînes d'approvisionnement en échangeant et en partageant leurs expériences. Il a notamment publié une [base de données sur les critères d'achat durable](#) afin d'aider les organisations à inclure des critères durables dans leurs achats.

Cette session a permis de présenter le travail du groupe de travail et les *success stories* d'ACF et de hulo.

1. Le REH et le groupe de travail

Le REH ([Réseau Environnement Humanitaire](#)) est un réseau de praticiens francophones de l'humanitaire et du développement, qui travaillent ensemble pour réduire l'empreinte environnementale de l'aide. Il existe depuis 2012 et a été formalisé en 2021. Il compte plus de 250 membres, dont plus de 30 organisations. Le réseau dispose de 4 groupes de travail pour opérationnaliser ses travaux :

- Un sur la **gestion des déchets**
- Un sur les **marchés publics durables**
- Un sur les évaluations **environnementales**
- Un sur le carbone

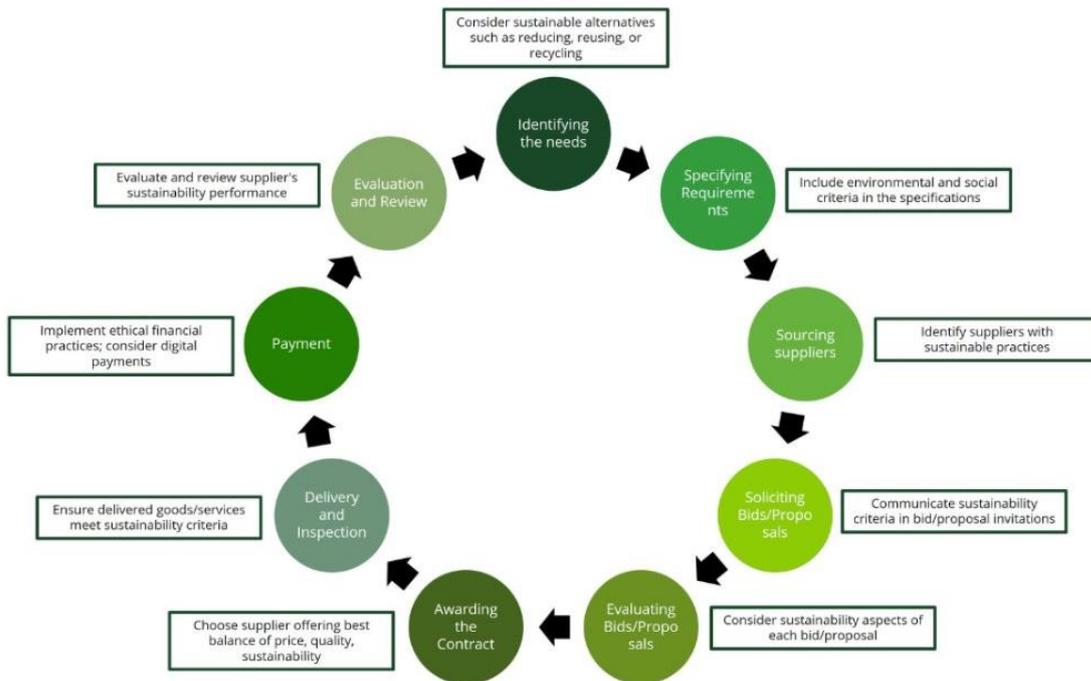
Les membres actuels du groupe de travail sur l'approvisionnement durable sont les suivants : Action Contre la Faim, Handicap International/Humanité & Inclusion, Oxfam Intermon, Première Urgence Internationale, Croix-Rouge française, ACTED, Bioforce et Médecins du Monde.

Le groupe de travail collabore souvent avec le projet WREC, le consortium WORM et hulo.

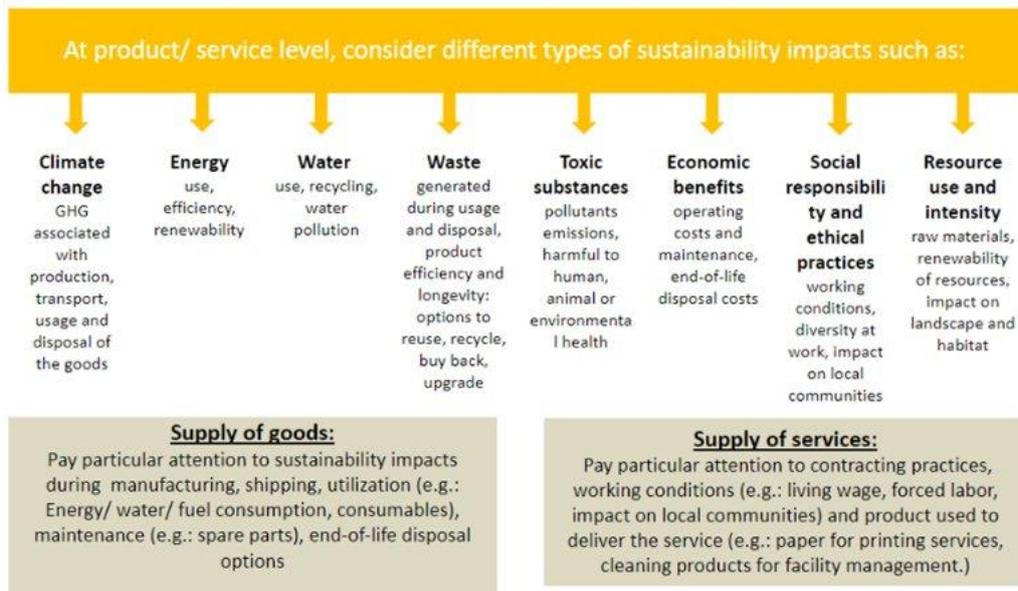
2. Qu'est-ce que l'approvisionnement durable ?

La session a commencé par définir ce que l'on entend par **achats durables**, par opposition aux **achats écologiques**. Ce dernier est défini par le projet WREC comme "*une approche stratégique qui met l'accent sur la responsabilité environnementale dans les décisions d'achat. Cette approche donne la priorité aux biens et services qui s'engagent à minimiser l'impact sur l'environnement, en particulier en termes de réduction de la consommation d'énergie et de la production de déchets*", tandis que le premier est défini comme "*incorporant des aspects ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance) plus larges et s'appuyant sur les principes de l'approvisionnement vert*".

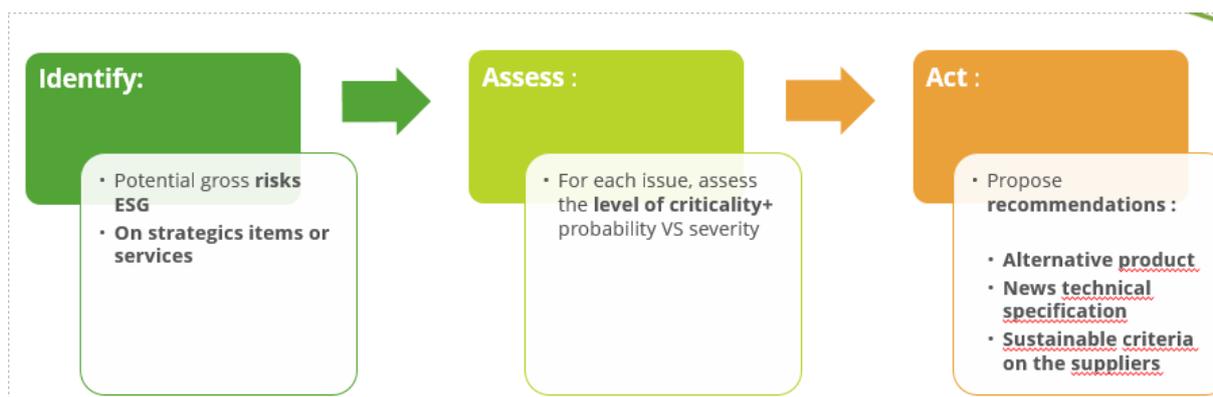
Les marchés publics écologiques peuvent être appliqués tout au long de la chaîne d'approvisionnement, comme le souligne l'infographie, et ce groupe de travail a travaillé spécifiquement sur la partie "spécification des exigences".



En ce qui concerne les marchés publics "verts", il est important de tenir compte non seulement du changement climatique, mais aussi d'un éventail plus large de risques environnementaux :



Pour les logisticiens des ONG, il est donc important de prendre en compte les **risques ESG**, et vous pouvez le faire en suivant les étapes suivantes :



3. La base de données des critères d'achat durable

La [base de données](#) développée par le groupe de travail vise à aider les logisticiens dans les étapes ci-dessus, en particulier dans la définition de critères d'approvisionnement **durables et inclusifs**. Elle est destinée aux programmes et aux départements d'approvisionnement (**sur le terrain** et au **siège**).

L'objectif de cet outil est de soutenir le changement des pratiques dans le secteur de l'humanitaire et du développement :

- Disposer d'un **outil facile à utiliser** / adapté à différents contextes
- Partager l'outil (accès gratuit)
- Amélioration continue de l'outil (en tant que travail collaboratif)
 - Contribution technique à l'élargissement des différents marchés
 - Obtenir un retour d'information pour compléter l'outil

Les membres ont ensuite montré comment utiliser l'outil. **Le GT a également développé de [courtes vidéos tutorielles](#) pour vous guider dans l'utilisation de l'outil, disponibles en anglais, français et espagnol.**

Les principaux défis auxquels le GT a été confronté jusqu'à présent, tant dans son développement que dans son utilisation, sont les suivants :

- Être "opérationnel" et adapté à tous les contextes de terrain
- La définition d'une même norme dans l'ensemble du secteur
- La disponibilité de référents techniques pour définir des normes sur les critères durables et inclusifs
- La validation technique des kits standards (Clusters)
- Obtenir l'adhésion et viser des changements dans les pratiques

4. Success stories

Vous pouvez visionner les success stories [ici](#).

ACF a ensuite présenté quelques-unes des réussites obtenues dans le cadre du pilotage de l'outil, notamment en ce qui concerne l'emballage de la farine enrichie, la location de voitures et l'emballage des semences. Céline a également fait part d'expériences réussies avec des fournisseurs.

Ensuite, hulo¹ a présenté ses réussites.

Grâce à leurs **initiatives de passation conjointe de marchés (JPI)**, qui consistent pour hulo à coordonner et à faciliter la procédure d'appel d'offres, lorsqu'il a été déterminé que les participants peuvent gagner beaucoup de temps ou d'argent grâce à la mise en commun des ressources, ils visent à promouvoir l'intégration de critères d'achat durable et responsable dans tous les appels d'offres. Son objectif est que 100 % de ses appels d'offres comportent au moins 10 % (voire plus) de points dans l'analyse technique sur des

¹ **Hulo est** une coopérative innovante qui vise à améliorer l'impact de l'aide humanitaire en renforçant les liens et la solidarité entre les acteurs de la logistique humanitaire. Hulo, composée de 14 membres (ACTED, ACF, HI, PUI, SI, OXFAM, MDM, INTERSOS, Bioport, CRF, PLAN, WHH, Fleet Forum, NRC), opère avec des organisations internationales et locales, des universitaires et des partenaires du secteur privé. Son objectif est de trouver de nouvelles façons de travailler entre les organisations et de rendre l'aide humanitaire plus efficace et plus collaborative.

critères ESG. Elle est actuellement active en Afrique (RCA, RDC, Burkina Faso), au Moyen-Orient (Liban et Irak/Syrie coordonnés depuis la Jordanie), en Colombie et s'étendra à d'autres pays en 2024.

Ils ont ensuite fourni un retour d'information sur le terrain concernant l'**outil SPCD** :

1. **Nécessité de simplifier (ou d'expliquer) les termes utilisés** : des termes tels que "Analyse du cycle de vie", "Logistique inversée", "ISO" et autres - de nombreux fournisseurs que nous avons rencontrés font des choses, par exemple pour gérer leurs déchets/recyclage, mais comme les termes ne sont pas en "français facile" pour les citer, ils ne répondent pas et nous ne tirons donc pas le meilleur parti de ce qui existe déjà !
2. **Le JPI est l'occasion de sensibiliser et d'ouvrir la discussion sur ces sujets** : n'hésitez pas à transmettre des informations, à fournir un glossaire, une explication de l'ISO, des photos du label mentionné dans l'appel d'offres, etc.
3. **Rendre les questions plus concrètes pour faciliter (1) la compréhension des fournisseurs et (2) la notation des ONG participantes** : par exemple, éviter la question "avez-vous une politique environnementale/de gestion des déchets ?" et demander plutôt "veuillez fournir des exemples de reçus/paiements d'un collecteur de déchets".
4. **Ne vous contentez pas de réponses déclaratives** (demandez toujours des documents/photos à l'appui).
5. **Ajouter des questions sur les critères ESG dans les questionnaires de visite des fournisseurs** (regarder sous les étagères, l'emballage peut être caché...).
6. **Clarifier la notation** : il est souvent préférable d'attribuer 1 point si le fournisseur présente tel ou tel document, 1 point s'il dispose de x équipements, etc. plutôt qu'une note comme celle-ci : 10/10 - Le soumissionnaire est en mesure de fournir xxx. 5/10 - Le soumissionnaire est en mesure de fournir xxx. 0/10 - Le soumissionnaire n'est pas en mesure de fournir xxx.
7. **Adapter les critères à chaque lot ET à chaque lieu** lorsque les articles sont trop différents et que les différences entre les régions sont trop importantes (transport, déchets, etc.).
8. **Profiter du JPI pour mettre en contact les soumissionnaires et les recycleurs** : Certains soumissionnaires ont besoin de trouver des solutions de gestion des déchets, tandis que les recycleurs ont besoin de quantités de déchets.
9. Pour les ONG : ne pas analyser les critères ESG en dernier lieu, mais les inclure dans l'analyse technique comme des critères à part entière.
10. Pour les ONG : Hulo essaie, lors des ateliers précédant les JPI (lors de la définition des critères), de choisir les critères de manière collaborative. Cependant, peu de coordinateurs logistiques sur le terrain sont encore proactifs car peu savent que l'outil existe, et peu ont des idées pour ce type de critères, qui est encore nouveau.

Q : Comment avez-vous travaillé avec les équipes du programme pour définir les critères ?

R : Chez ACF, la formation à l'approvisionnement durable a été dispensée aux équipes de soutien et de programme, de sorte qu'elles y travaillent toutes les deux, puis des formations/ateliers spécifiques ont été organisés avec les équipes sur un seul critère. Mais il est très important d'impliquer les deux équipes.

Q : Pouvez-vous nous dire dans quels pays vous avez testé cet outil ?

R : Pilotage au Myanmar, à Madagascar, au Nigeria, au Bangladesh, en Irak (Erbil). Si une organisation souhaite obtenir plus d'informations, elle peut s'adresser à Céline².

→ Collabore avec la FICR au Bangladesh sur des évaluations de marché, des liens sont donc à établir !

Q : Quels types de problèmes avez-vous rencontrés avec les fournisseurs en termes d'envt ? Avez-vous pu trouver des solutions avec les fournisseurs ?

R : En RCA, lors de discussions avec différents fournisseurs, certains aspects ne peuvent vraiment pas fonctionner (comme l'éco-conduite, à cause des routes) - et aussi, ils ont demandé d'expliquer ce qui est recyclable, ce qui est biodégradable pour l'emballage. Mais en fin de compte, ils veulent faire des affaires, si je préfère utiliser un autre type d'emballage, ils le feront parce que cela signifie que nous pouvons travailler ensemble. Par ailleurs, certains fournisseurs m'ont demandé de comprendre pourquoi la chaîne d'approvisionnement est considérée comme la principale source d'émissions de CO2 dans les ONG humanitaires. Souvent, ils veulent vraiment s'améliorer et collaborer.

² cheim@actioncontrelafaim.org

Au Burkina Faso, on a essayé d'organiser un atelier avec tous les fournisseurs, mais il y a de grandes différences entre les différents fournisseurs, parfois des entreprises familiales tandis que d'autres passent par des processus ISO - mais il est également important de ne pas mettre de côté les petites entreprises. Mais il est également important de ne pas mettre de côté les petites entreprises. Nous avons donc vraiment besoin d'un langage simple, etc.

5. Conclusions du groupe de travail

Le groupe de travail a souligné que

- Il y a un **besoin de changement dans le secteur** - et ils essaient d'y contribuer
- Il est très important de s'aligner sur les critères de **sélection du secteur** (travail avec les Nations unies, etc.).
- La possibilité de **mettre en commun des services** peut permettre d'atteindre une masse critique et de disposer d'un facteur de négociation.
- Ils ont besoin d'un retour d'information pour améliorer **continuellement** l'outil.
- Le besoin de soutien de la **communauté des bailleurs** - accepter le juste prix/coût réel des alternatives plus écologiques

Merci à tous de votre participation et si vous avez des questions, vous pouvez vous adresser à
sustainableprocurement@environnementhumanitaire.org